

La Tanzanie dément les rumeurs de rapatriement forcé de Burundais

PANA, 18 août 2018 Dodoma, Tanzanie - La Tanzanie a appelé la communauté internationale à ignorer les rumeurs sur le rapatriement forcé des réfugiés burundais et à soutenir le processus de rapatriement volontaire en cours. [Photo : camp de réfugiés burundais à Benaco en Tanzanie.]

L'opération est menée dans le respect de la dignité humaine, a déclaré le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération en Afrique de l'Est dans un communiqué publié vendredi à Dodoma. "Le gouvernement demande instamment à la communauté internationale de continuer à fournir les ressources financières indispensables à l'opération de rapatriement volontaire en cours", a-t-il dit, exhortant tous les réfugiés burundais du pays à continuer à s'inscrire pour un rapatriement volontaire, afin qu'ils puissent participer à la construction de leur pays, où la paix et la sécurité sont maintenant revenues". Pendant plus de cinq décennies, la Tanzanie a accueilli des réfugiés de différents pays et reste déterminée à trouver des solutions durables pour ces réfugiés, dont la naturalisation de plus de 250.000 personnes, dont 162.156 Burundais entrés en Tanzanie en 1972. A partir d'avril 2015, la Tanzanie a reçu un afflux de réfugiés du Burundi en raison de l'instabilité politique après les élections générales. Cela a conduit à la création de deux camps de réfugiés dans l'Ouest de la Tanzanie à Nduta et à Mtendeli. Au 1er août 2018, le nombre de réfugiés burundais hébergés dans les camps de Nduta, Mtendeli et Nyarugusu était de 213.562. Entre mai 2016 et juillet 2017, un nombre important de réfugiés burundais a commencé à rentrer dans leur pays et beaucoup ont demandé à être enregistrés et à participer au rapatriement volontaire. Lorsque le président tanzanien, John Pombe Magufuli et son homologue burundais, Pierre Nkurunziza, se sont rencontrés en juillet 2017, 6.000 réfugiés burundais se sont inscrits pour un rapatriement volontaire. "Dans le même ordre d'idées, la Tanzanie a aidé au rapatriement des réfugiés dans leur pays d'origine lorsque la paix, la sécurité et la stabilité ont été rétablies. La Tanzanie a également été à l'avant-garde pour faciliter la réinstallation de réfugiés dans des pays tiers, dont les États-Unis (25.094), le Canada (2.278) et l'Australie (169)", a rappelé le ministère. Selon le communiqué du gouvernement, à la suite des retards intervenus dans le rapatriement des réfugiés enregistrés, certains d'entre eux, du camp de Nduta, se sont révoltés et divers biens, notamment des véhicules et des infrastructures, ont été détruits. La Tanzanie a convoqué la première réunion de la Commission tripartite, à laquelle participaient la Tanzanie, le Burundi et le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Dar es-Salaam le 31 août 2017. Entre autres choses, la réunion avait accepté de rapatrier 12.000 réfugiés ici le 31 décembre 2017. Cependant, à cette date, 13.102 réfugiés étaient inscrits volontairement ont été rapatriés en toute sécurité et dans la dignité. "Jusqu'au 9 août 2018, 42.463 réfugiés burundais au total ont déjà été aidés à rentrer chez eux, alors que 30.401 autres ont été enregistrés volontairement et attendent avec impatience d'être assistés pour être rapatriés", a indiqué le ministère. "Jusqu'à présent, aucun réfugié burundais n'est revenu en Tanzanie après son rapatriement. Cela témoigne, entre autres, de la présence de la paix, de la sécurité et de la stabilité politique au Burundi". Suite au succès de la première réunion de la Commission tripartite, le Burundi a convoqué la deuxième réunion de la Commission à Bujumbura le 28 mars 2018. La réunion a décidé de rapatrier 72.000 réfugiés burundais enregistrés au 31 décembre 2018. Le gouvernement a indiqué que ses missions à l'étranger, notamment en Europe occidentale, avaient révélé l'existence de groupes de personnes résidant dans des pays qui "propagent des rumeurs saugrenues", que la Tanzanie avait rapatrié de force des réfugiés burundais. "Cela est contraire à la vérité et nous pensons que ça vise à compromettre les succès du processus de rapatriement volontaire en cours", ajoute le communiqué.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});